



ATABLE AVECTROIS «JEUNES» URBANISTES DU GRAND PARIS

Le 26 avril 2013, nous avons réuni au café Le Georges, au dernier étage du Centre Georges Pompidou, trois architectesurbanistes parisiens engagés respectivement sur des projets du Grand Paris. Matthias Armengaud (AWP¹), Djamel Klouche (l'AUC²) et Pierre-Alain Trévelo (TVK³) échangent sur la nécessité de créer de nouveaux outils pour concevoir autrement la métropole de demain.

Malgré vos différentes approches du projet urbain, n'avezvous pas en commun l'envie de prendre le temps d'observer le territoire, en ayant constaté que la planification n'était plus possible?

Matthias Armengaud: Notre agence est passionnée par l'urbanisme du temps. À La Défense, par exemple, dans le cadre du Plan guide pour l'aménagement des espaces publics que nous menons, face au problème d'encombrement de l'un des escalators, nous avons proposé à une entreprise qui occupe une tour à proximité de décaler de quinze minutes l'arrivée de ses salariés le matin. Le temps de discussion ou de négociation vient alors se substituer en partie au «projet». Rien qu'en discutant avec stratégie, on trouve une solution pour désengorger un système. Pierre-Alain Trévelo: Le projet métropolitain ne peut plus être fait comme il l'a été par la majorité de nos aînés, à savoir comme un projet urbain issu de la forme et du projet fini : «Je dessine et c'est ça qu'il faut faire. » Aujourd'hui, nous préférons regarder les points faibles et reformuler les choses parce que l'on voit bien que cette image arrêtée n'est plus opérante. Nous préférons parler de «récits».

Cette notion de «récit» permet-elle de faire une métropole

M. A.: Nous sommes allés nous promener. Vous avez fait ça aussi. Nous l'avons fait dans beaucoup de pays: marcher pour échanger sur un site, être dans le paysage urbain, sur ses franges. Nous venons de le faire avec des habitants de La Défense, où il y a 180000 salariés et 8000 habitants. Nous leur avons fait visiter les sous-sols pour apprendre la lenteur. Nous sommes arrivés sans maquette – le site se suffit –, non pas pour occuper le terrain comme le SDRIF⁴ a essayé de le faire, mais pour amener tout le monde comme une troupe de figurants d'un film dont le site est le centre. Et là émergent d'autres choses, d'autres paroles. On retombe peut-être sur le développement durable par le respect de l'existant. Avec mes associés, Marc Armengaud et Alessandra Cianchetta, nous faisons des projets comme des films de docu-fiction. J'y crois assez pour l'urbanisme. Il y a aussi une affiche, un producteur, une équipe, un temps de tournage, la puissance de ce qui est déjà là, et il faut une sorte de folie personnelle, d'enthousiasme incroyable qui ne passe pas forcément par le métier tel qu'il était défini jusque-là: c'est le «story-board» plus que le «master plan».

24

« Nous faisons des projets comme des films de docu-fiction. J'y crois assez pour l'urbanisme. »

Vous prenez particulièrement le temps d'observer.

Pierre-Alain Trévelo: Oui. Il faut que l'histoire soit durable pour que le récit dure. Le temps que l'on prend pour fonder les choses est fondamental. Mais aujourd'hui les réflexions sur les métropoles françaises ne passent pas par la notion de temps. M. A.: Alexandre Chemetoff, avec son projet réalisé pour l'île de Nantes, a tout de même remporté un double grand prix d'urbanisme parce que sa maîtrise d'ouvrage (la Samoa avec Laurent Théry) a compris cette notion de temps. Il y a du *storytelling*.

P.-A. T.: Je suis absolument d'accord, mais je pense que cette approche du projet reste exceptionnelle et marginale. De nombreuses questions sont prises de façon très partielles et sans relation au temps. Par exemple, la question du développement durable se résume souvent à: «Comment faiton beaucoup mieux que la RT2012 5 dans le neuf?», alors qu'elle n'est pas encore appliquée et que 99 % de l'énergie est consommée dans le bâti existant... Ou bien on dit qu'il faut privilégier les transports en commun pour économiser des émissions de CO_2 et éviter que la ville s'étale, mais elle continue de s'étaler!

M. A.: La réponse officielle concerne tout de suite les transports avec le grand métro! La question du temps m'intéresse, car il y a un côté *off*, marginal. Nous sommes en train de finir pour une exposition au Pavillon de l'Arsenal une étude sur la métropole la nuit. Cela fait huit ans que l'on travaille sur la nuit. Pourquoi? Parce qu'il n'y avait rien, pas de données, peu de livres ou quelques très bons polars et de nombreux films. La ville jusqu'à 5 heures du matin? Études, thèses, livres zéro

On peut partir d'un jeu d'histoires. En région parisienne, il y a 3 millions de personnes qui travaillent, en dehors des heures planifiées, le jeudi soir: hôpitaux, entretien du métro, usines, restaurants, discothèques, en comptant aussi les gens qui travaillent dans le milieu de la fête. Qui planifie pour ces 3 millions de personnes? Tant mieux si tout n'est pas planifié? Je connais la critique: «Vous voulez tout brancher!», mais regardons au moins à qui appartient cette nuit. Il y a quelques meurtres et des violences, mais statistiquement, il y a moins de problèmes la nuit!

Vous travaillez sur les espaces à explorer, qui n'intéressent pas forcément beaucoup les élus, les villes, les habitants. Il y a une volonté d'anticiper?

P.-A. T.: Il s'agit surtout de les remettre dans la danse. Une pensée dominante et partielle occupe la sphère. Le Grand Paris vu par les économies d'énergie ou *via* le Grand Paris Express... À chaque fois il y a comme une sorte d'objet technique qui résume, condense, comme la pierre angulaire, qui va être l'objet de toutes les attentions politiques. C'est une réduction tellement forte que l'on n'arrive pas à ouvrir le débat. Et je crois qu'il y a des zones intermédiaires, des territoires qui sont très intéressants à regarder.

Tu avais l'air de dire que le risque était de se tromper à nouveau. De penser un projet de ville qui ne se révélera pas forcément juste. Faut-il avant tout quelque chose qui permette à la ville de mieux s'adapter, évoluer? Ou ne plus imposer de forme?

P.-A. T.: On passe d'une idéologie à une autre. Le développement durable en est une, une belle idéologie actuelle. Et dans trente ans, on considérera peut-être que l'on s'est trompés! C'est assez probable car beaucoup de gens passent du temps à expliquer que l'idéologie d'il y a quarante ans était mauvaise. Pour les 40 ans de la construction du périphérique, on nous a appelés (suite à notre travail avec le collectif Tomato et nos livres La Ville du périphérique puis No Limit). Le discours général est d'un simplisme absolu: «Je balaie tout ça et voilà!» Nous essayons de bien comprendre le récit dominant pour prendre du recul. Et l'on constate une image arrêtée: le maire qui attend d'avoir sa gare pour faire des logements. Que se passe-t-il entre aujourd'hui et le moment où la gare sera là? Comment mettons-nous tout cela en route? Comment faire pour ne pas se tromper?

Djamel Klouche: A priori le mot « récit », je ne l'aime pas trop. Si je peux décrire notre façon de travailler, quand notre agence a commencé la consultation sur le Grand Paris, la première chose qui m'est venue à l'esprit était la critique du plan. Paris est bloquée dans son plan. Dans son périphérique, dans son A86! On est bloqués dans une représentation de cette métropole radioconcentrique alors qu'elle fonctionne plutôt par polarités. Spécifiquement pour le Grand Paris, nous avons décidé de

quitter le plan, qui était presque porteur de l'erreur collective. Nous l'avons abordé plutôt en termes de situations métropolitaines. À partir des lieux d'expérimentation d'où peut émerger un renouvellement de la pensée sur la ville. L'innovation vient de là. Et quand je regarde aujourd'hui le Grand Paris qui a cinq ans, j'ai l'impression qu'il ne se passe pas grand-chose. Il n'y a pas de portage politique, vu de l'extérieur – Pierre-Alain, toi qui le vois de l'intérieur, tu peux nous le dire –, mais les innovations ont lieu localement. Certains élus se sont approprié la question beaucoup mieux que les institutions gouvernementales qui étaient à l'origine de cette réflexion ambitieuse.

C'est une bonne chose, non?

D. K.: Oui, il est normal que le local prenne la main. Élaborer un projet urbain pour un quartier de plusieurs centaines ou quelques milliers de logements est déjà bien complexe. Comment, alors, fabriquer une représentation fiable d'une métropole dans vingt ans alors qu'une grande partie des décisions qui se prennent tous les jours sont souvent contrastées et surtout antagonistes? C'est la consistance de ce *feed-back* incessant entre la petite échelle habitante et la grande échelle stratégique qui dessine une vision métropolitaine contemporaine, renouvelée et partagée par tous.

Alors a-t-on besoin d'une gouvernance? Le Grand Paris peut-il se faire tout seul?

D. K.: Il ne peut pas se faire tout seul, mais les outils doivent être renouvelés. On utilise des outils des années 1980. On fait encore des ZAC qui n'étaient que des anti-ZUP. Pour construire de manière innovante et intéressante de la densité ou de l'intensité urbaine, il faut de nouveaux outils de conception, de réalisation, de concertation...

M. A.: L'exemple du terme « paysage », qui provient de l'espace public, a délié certaines langues, certaines bourses. Ça ne coûte pas si cher et ça plaît à tout le monde! Le développement durable peut avoir un vague rapport avec ça. La force de cela dans le récit est telle que l'on peut agréger un projet urbain en dehors d'un système de ZAC. Nous l'avons proposé à Saclay, mais la puissance de l'agence OMA est telle que l'on n'a pas pu le mettre en œuvre. Il y avait l'idée de générer, autour d'un appétit, de nouveaux types d'espaces publics. Nous travaillons à partir du vide. Il y a encore beaucoup de choses à imaginer qui n'ont l'air de rien.

P.-A. T.: Pour la question des outils, c'est bien qu'ils se renouvellent, comme le disait Djamel, dans des réalisations faites localement ailleurs. Mais la planification continue comme il y a quarante ans! On ne mesure pas à quel point c'est mauvais. Que cela vienne d'en bas, c'est bien, mais on dépense des fortunes pour la planification. Les SDRIF et les projets de métro circulaire que l'on fait et refait depuis plusieurs dizaines d'années sans les réaliser, puis les Grand Paris Express... Je crois que c'est une perte de temps et une décrédibilisation de notre système de planification utilisé depuis quarante ans.

M. A.: Mais il y a aussi des élus, des associations d'habitants qui portent sérieusement le projet, qui utilisent le mot «Grand Paris » sur leur plaquette. Le Grand Paris a cette force. Nous avons été appelés par un grand groupe du CAC 40 qui se substitue parfois un peu à l'État et qui a les moyens de se payer l'équivalent d'un ministère de la Culture. Ils nous ont commandé un «Grand Paris de l'eau». C'est passionnant, c'est aussi du hard, parce qu'il y a un réseau. Nos villes sont tramées par des tubes, ce qui est très français, et on veut en rajouter pour les ordures... C'est du suréquipement! Cacher totalement ses déchets, c'est une sorte de nouvel hygiénisme! En voyageant, nous nous sommes rendu compte qu'une petite station d'épuration peut très bien s'intégrer en ville. Ces sociétés géantes peuvent devenir des players urbains! Celui qui peut appuyer sur un bouton et dire : «Le projet de l'AUC, on le fait!», je n'attends pas que ce soit uniquement l'État mais un grand groupe ou une association de quartier.

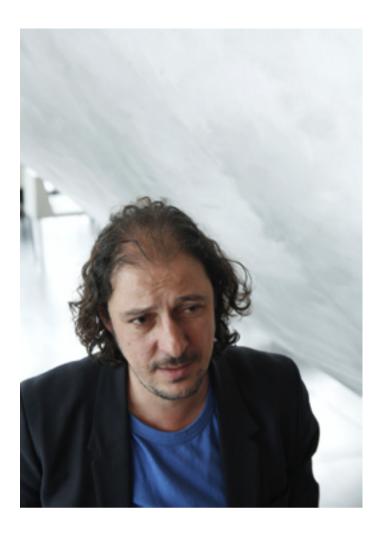
Djamel, comment s'est déroulée la consultation sur le Grand Moscou, toi qui as été invité à y participer?

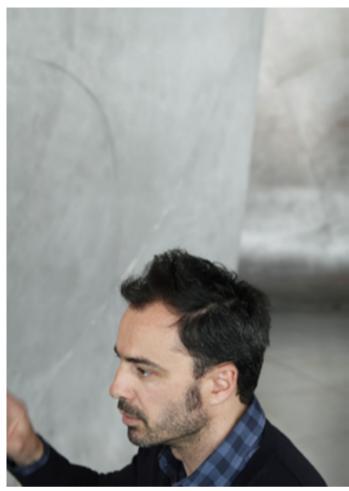
D. K.: C'est très différent. La Russie, comme d'autres pays communistes et émergents, mêle une forme d'autoritarisme et une forme d'ultralibéralisme. Dmitri Medvedev, qui était à l'époque président de la Fédération de Russie, a décidé en très peu de temps d'étendre la surface de la ville de Moscou sur les territoires de la région. Sur la base d'une carte élaborée par le bureau de l'architecte en chef de la ville, la surface de Moscou a été multipliée par un peu plus du double. Paris, ça fait cinq ans que l'on en discute... L'État est en train de prendre des décisions, mais elles ne seront peut-être jamais appliquées. Ensuite, les Russes ont choisi, suite à une consultation internationale calquée sur le modèle du Grand Paris, 10 équipes d'architectes urbanistes pluridisciplinaires entourées d'experts... Les équipes devaient s'inscrire dans un processus de travail beaucoup plus cadré, avec des documents précis à rendre à chaque phase. Alors que lors de la Consultation internationale sur le Grand Paris, c'était open. Chaque équipe, sur la base d'un cahier des charges, avait toute liberté de développer une position et un éclairage singulier autour de deux questions: la métropole du XXI^e siècle post-Kyoto et le diagnostic prospectif de l'agglomération parisienne. À vrai dire, le processus de la Consultation sur le Grand Moscou était aussi intéressant puisqu'il nous obligeait à entrer dans des cadres qui, à première vue, étaient restrictifs, mais qui nous ont permis de développer des propositions audacieuses. Quand on vous donne un cadre, il y a une forme de qualité qui en émerge, mêlée de fraîcheur, de distance et d'une critique qui assume sa frivolité.

La solution de l'administration russe a été de projeter le déplacement des institutions gouvernementales vers la périphérie pour rapprocher habitat et travail en transformant les bâtiments officiels en hôtels, en musées... C'était ça, leur *business plan*.

En revenant de Moscou, que pensais-tu du Grand Paris? Inquiet?

D. K.: Je suis inquiet pour la société. On peut rater une chance historique. La France a été la première à porter ce genre de sujet qui a tendance aujourd'hui à se multiplier partout dans le monde. Nous avons aussi travaillé sur le Grand Bruxelles, et je reviens du Brésil où ils ne pensent qu'à ça. La France a ouvert





une brèche qui est très intéressante et cela donne effectivement des idées à tout le monde, comme disait Matthias, y compris à des grands groupes internationaux, des promoteurs, etc. La France a une carte à jouer car elle peut créer un modèle de métropole européenne.

Tu veux dire que cela pourrait être un business pour la France de vendre un modèle urbain?

D. K.: C'est un enjeu. On pense la densité, les transports, l'espace public... En Chine, ils savent construire avec des taux de croissance de 10 %, mais ils ont du mal à fabriquer de la vraie ville. Je suis persuadé que le plan de Sarkozy était fait pour cela: vendre des villes clés en main en Chine, aux Émirats... Il était entouré de grosses entreprises (Veolia, RATP, SGP) et Christian Blanc venait plutôt de ce monde-là...

Tu es d'accord, Pierre-Alain, sur le fait qu'il ne faut pas laisser passer cette occasion?

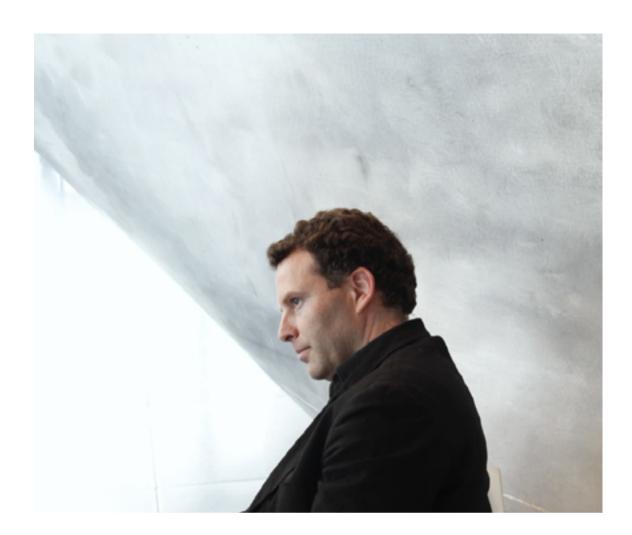
P.-A. T.: C'est certain. Mais combien de temps faut-il pour intégrer toutes les problématiques et envisager des transformations? Nous sommes à la croisée des chemins. Le Grand Paris Express accélère probablement toutes les réflexions, mais crée aussi beaucoup de frustrations et d'attentes sur une autre façon de faire la ville. Le temps d'avant le Grand Paris Express n'est pas pris en compte. Il y a une transition en train de se faire... Et sur quoi allons-nous déboucher? Les positions sont contrastées.

Justement, «Transitions » est le thème de votre étude tout juste réalisée pour l'AIGP⁶. Cela évoque plusieurs choses : la transition énergétique, la manière de faire la ville et l'espace entre la zone dense et la campagne.

P.-A. T.: Nous parlons de toutes les transitions intermédiaires. Le focus se fait sur la zone dense, les territoires connus. Et, concernant les objectifs, comme celui des 70 000 logements à construire par an, il semble y avoir un consensus entre les spécialistes de la question alors que l'on atteint à peine 28 000 logements par an! Pourquoi continuer à affirmer cet objectif des 70 000? Est-ce pour finir de décrédibiliser le SDRIF ou réellement pour rééquilibrer la métropole, la rendre plus horizontale pour éviter ce système concentrique? Tout cela nous a amenés à observer les territoires intermédiaires, soit les banlieues des petites villes, peu observés, un peu en marge mais où finalement les habitants ont le choix d'aller dans différents centres-ville au gré de leurs envies.

Vous posez la question de l'étalement urbain.

P.-A. T.: Nous avons commencé par regarder les chiffres. Par exemple, une petite ville comme Coulommiers, à 30 km de Paris centre, près de Meaux, et non loin d'Euro Disney. Ses équipements sont satisfaisants mais la ville ne bouge pas du tout. Étampes, *idem*. Tout le monde trouve ça bien: il y a une station de RER, mais il n'y a pas de construction



de logements. En revanche, juste à côté, les petites villes de banlieue, comme Mouroux, à côté de Coulommiers, se développent. Dans cette ville intermédiaire, les habitants ont un rapport direct avec la nature, ils vont très vite à Coulommiers ou au centre commercial, ou encore au restaurant d'Euro Disney. Ils vont travailler en voiture et ont le choix de leurs activités. Pourtant c'est une situation que la planification décrit comme à proscrire...

Vous avez fait cette constatation et vous dites : « Intéressonsnous à ces espaces » ?

P.-A. T.: Et à leurs conditions, car les habitants s'intéressent à un mode de vie à plusieurs échelles. C'est ce qui doit être agréable dans une métropole. On pourrait juger que certaines situations sont subies, mais elles sont souvent souhaitées par les gens, et ils inventent des choses. Les jeunes qui n'ont pas le permis vivent là-bas! Ce n'est pas non plus l'enfermement. Je ne dis pas pour autant qu'il faut favoriser cela. Nous avons proposé de travailler une scénarisation plus globale qui permet d'imaginer les différents mouvements.

M. A.: Je ne comprends pas pourquoi le ministère de la Culture n'intervient pas davantage. Il est en train de créer un *off* intitulé « La grande ville 24 heures chrono » qui aura lieu dans un mois... Le domaine artistique est certainement d'une grande utilité pour le développement durable.

Tu penses qu'il faut un projet culturel?

M. A.: Oui, voilà. Cela ne consiste pas à demander aux architectes de faire de beaux plans, mais de construire une histoire, dans une entreprise, dans un quartier, chez un maître d'œuvre... Les Jeux olympiques de Barcelone ont permis à la ville de se réinventer et continuent d'impulser d'autres projets. Et puis, un projet culturel ne se montre pas une seule fois à la Cité de l'architecture, mais dans la rue, dans le Beaubourg itinérant en Ile-de-France... Le fait de ne pas être impliqué directement me permet de le dire, peut-être.

Que penses-tu, Djamel, de la question de la culture?

D. K.: Nous avons toujours dit que c'était un objet culturel, culturel au sens large, pas spécifiquement «ministère de la Culture». Culture populaire, culture de faire... Le «Grand Paris 1» était plutôt dans cet esprit. Mais toutes les institutions veulent le bébé: étant aujourd'hui partagé, il n'est plus grand-chose car personne ne le porte vraiment. Au début, la consultation était sous l'égide du ministère de la Culture et des autres ministères associés. Aujourd'hui, il n'y a plus de porteur. J'aurais préféré que l'AIGP soit une plate-forme ouverte.

P.-A. T.: Oui, pour animer le débat public...

D. K.: Des publications, des expos... Et que cette masse d'idées soit mise à la disposition des grandes entreprises, en les transformant en dispositifs plus opérationnels. L'équation du Grand Paris est un peu limitée au Grand Paris Express et aux

28

«La France a une carte à jouer car elle peut créer un modèle de métropole européenne » D. KLOUCHE

70000 logements! On l'écrit en une page. La vraie question est: de quelle façon créer les conditions pour fabriquer ici ou là du logement, de nouvelles formes d'accessibilité, penser les micromobilités? Le grand plan de transport est déjà obsolète! On est en train de vendre pour 2030 le métro automatique pensé dans les années 1980... En 2030, on bougera probablement autrement que dans un métro automatique à 25 m sous terre! Il va se passer beaucoup de choses par rapport aux nouveaux types de véhicules. D'autres urbanistes l'ont dit: Secchi, Finn Geipel... Mais personne n'a voulu s'en saisir; on continue de produire de l'ingénierie à la française...

P.-A. T.: Les usages bougent vite et nous devons réinventer la méthode de projet. C'est ça la question du durable. Dire que c'est déjà «en train». On aime bien le terme «scénarisation» parce que l'on procède par saison, on requestionne à chaque épisode.

D. K.: On travaille en ce moment sur le hub de Pleyel à Saint-Denis, un territoire emblématique du Grand Paris. Même dans la petite couronne, il v en a plusieurs, comme La Défense. Dans le «Grand Paris 1», on n'a jamais voulu opposer la partie dense de la ville de la deuxième couronne, en précisant qu'il fallait qu'elles collaborent. Or, ce qui se décide aujourd'hui est un retour en arrière, une métropole dense en gros. En termes de gouvernance, c'est une erreur. Celui qui habite à Courcouronnes ou à Sainte-Geneviève-des-Bois va se dire quoi? Moi, je suis *out*! Salut les gars! Dans notre Grand Paris, nous avions même une situation qui décrivait la révolte des périurbains que la ville dense laisse tomber. C'est déjà arrivé et cela peut encore arriver autrement, pas seulement au sein des grands ensembles. À Pleyel, on est sur un territoire très hybride, très hétérogène. Il y a de tout: des barres, de vieilles usines, des petites maisons ouvrières, des autoroutes, des canaux, des faisceaux, des immeubles de bureaux laids mais nouveaux. Si nous parlons du temps dans notre projet, ce n'est pas en termes de phasage. Nous avons travaillé sur trois états: l'état 1 qu'il faut projeter dès demain, pour stimuler ce territoire, avec les gènes de ce qui est en train d'arriver; l'état 2 lorsque la gare est arrivée; et l'état 3 auquel nous nous arrêtons. Mais la ville ne s'arrête pas là. Les états 4 et 5 seront confiés à une autre agence. C'est être dans une perspective de mutation, de transformation. Pour moi, la

métropole durable c'est ça: comprendre la dynamique de la mutation, aussi lente soit-elle. Avoir une lecture du présent. Quand on voit les plans du Grand Paris 2017, 2023, 2031, ça fait un peu «phases». Et 2031, c'est fini! On ferme le rideau et on dit: «C'est fini! Au revoir et merci, le Grand Paris c'est terminé!»

M. A.: Le développement durable nécessite de ralentir... D'abord de partager ce qui existe: le 2.0 – mise en réseau et partage – est le ferment d'une invention.

D. K.: Si l'on accepte le présent, on gagne du temps.

M. A.: Accepter cette idée de lenteur, dans le projet ou la représentation, c'est fondamental. Je pense que cette pratique nous est commune. Pour prendre un exemple lié à l'observation et au développement durable, nous avons découvert en travaillant sur le thème de la nuit que les maraîchers proches de Paris, qui apportaient aux Halles tout ce qu'il fallait pour le marché, rapportaient les déchets pour s'en servir comme fumier. Cela date d'à peine un siècle. Comprendre que quelque chose sert différemment le jour et la nuit, c'est intéressant. À Paris, il y avait 25 hippodromes de nuit, à la fin du xix^e siècle; parfois tout petits, avec des chevaux nains. Selon les jours, selon les mariages, selon les semaines, le même endroit devenait un dancing. Le dancing est resté parce que les chevaux nains faisaient scandale à l'époque. Le dancing de la Closerie des Lilas était un gigantesque!-L'objectif de la Ville de Paris d'investir la moindre parcelle pour un tout petit peu de logements, non! Elle devrait négocier avec ses voisins pour en construire beaucoup en dehors, ailleurs, sous d'autres formes. Remplir des tableaux Excel, des dents creuses, non! On peut jouer avec les infrastructures, notamment les détourner.

Cette notion de partage du projet sous différentes formes est-elle un genre de coproduction? Votre génération ne sera-t-elle pas amenée à travailler davantage en coproduction que vos aînés?

D. K.: Oui. Et je pense aux habitants qui deviennent aussi de plus en plus experts, même si les élus les prennent encore souvent pour des idiots. On est en retard en France sur cette question de concertation. Parler aux habitants est assez progressiste; ce n'est pas nécessairement « socio-cu » ou *bottom-up*, un peu soixante-huitard. Il y a des expériences intéressantes.

« Pour moi, la métropole durable c'est ça : comprendre la dynamique de la mutation, aussi lente soit-elle. Avoir une lecture du présent. » P.-A. TRÉVELO

Quand on travaille à Bordeaux sur les 50000 logements, il s'agit de penser la métropole à partir du logement. Avec Frédéric Gilli, j'ai proposé «Les 4 P», ce qui veut dire «partenariat public, privé et population». On parle aujourd'hui beaucoup des réalisations PPP (partenariat public-privé), mais on oublie la population. Vous verrez, dans cinq ans, ce sera obligatoire!

M. A.: Il existe des associations où les gens organisent des voyages d'études dans les villes étrangères... C'est assez spectaculaire!

P.-A. T.: Ce qui me paraît essentiel par rapport au durable dans le Grand Paris, au-delà des outils qui nous concernent, est de comprendre comment la métropole peut arriver à dépasser son rapport centre-périphérie sur lequel elle a été fondée historiquement. Il ne s'agit pas de faire comme si ça n'avait pas existé. Il faut arriver à le dépasser, petit à petit.

D. K.: D'après moi, il faut construire du «commun», entre le périurbain et la zone dense, entre les bureaux et les logements... Matthias a raison: un lieu qui fait dancing le matin et qui devient terrain de basket le soir, c'est ça le «commun»! Et je pense qu'aujourd'hui, la ville s'est technicisée, elle s'est spécialisée, elle s'est normée, réglementée. Ce nouveau «commun» est à inventer. Cela rendrait la métropole d'une seule couleur. Sans que ce soit homogène, on peut retrouver les mêmes qualités. Et ce «commun» peut jaillir de façon assez situationnelle.

Et cette métropole peut-elle être différente des autres?

M. A.: La culture de la métropole existe depuis longtemps. Les lieux de la nuit ou les lieux alternatifs sont en banlieue depuis très longtemps. Par exemple au Pondorly – notamment à une époque mondialement célèbre du fait d'une discothèque! Les gens y venaient en avion, et ça s'est créé tout seul. Les cultures alternatives sont générées par les qualités du lieu, l'abandon de certains autres... Les cultures alternatives sont importantes pour parler de développement durable. Si l'on ne parle pas chiffres ou économies, il reste le partage! Le paysage et l'espace public, évidemment, sont des occasions en soi.

Je repense à une tout autre époque, aux travaux de Mitterrand. C'est fou, c'était une manière très différente de penser la ville!

D. K.: Mais c'était bien aussi! La Grande Arche de la Défense... Nous, on proposait de faire du Louvre un méga «mall musée métropolitain», pour intensifier ce qu'il est aujourd'hui! Au lieu d'aller faire Europa City, le projet que l'agence BIG a gagné, il vaut mieux faire le TTGL (le Très Très Grand Louvre)! Et puis pourquoi construire une boîte qui sera obsolète dans cinq ans? Le Louvre sera toujours présent. Ça c'est durable!

PROPOS RECUEILLIS PAR C.M. PHOTOS: GAËLA BLANDY

- 1. Agence AWP (Marc Armengaud, Matthias Armengaud et Alessandra Cianchetta): plan guide des espaces publics de La Défense et réaménagement des jardins de l'Arche; «Folies» dans le parc de Carrière-sous-Poissy; livre et exposition «Paris la nuit» au pavillon de l'Arsenal...
- 2. L'AUC (François Decoster, Djamel Klouche et Caroline Poulin): l'une des dix agences consultées en 2008 par l'AIGP; participe à la consultation sur le Grand Moscou; Nouvelle Gare TGV Saint-Denis Pleyel (Saint-Denis)...
- 3. Projets de l'agence TVK [Pierre-Alain Trévelo et Antoine Viger-Kohler]: l'une des six nouvelles agences consultées en 2012 par l'AIGP; urbaniste de la place de la République et de la Vallée scientifique de la Bièvre...
- 4. SDRIF: schéma directeur de la région Ile-de-France.
- 5. RT2012: règlement thermique obligatoire dans la construction pour limiter la consommation d'énergie.
- 6. AIGP: Atelier international du Grand Paris.

Double page précédente, de gauche à droite : D. Klouche, P.-A. Trévelo et M. Armengaud.

Le Mook autrement

Magazine / book

Le Mook (magazine / book) raconte le changement, ses lieux, ses acteurs et leurs démarches, avec une vaste panoplie d'écritures et d'images. Il propose des focalisations originales, parfois inattendues, toujours révélatrices. Cette diversité, autant narrative que graphique, veut susciter chez le lecteur plaisir de lire, de découvrir, d'inventer.

Ceci est une enquête tissée de récits singuliers où s'expriment différents acteurs impliqués dans le projet du Grand Paris. Quand la « ville musée » et ses banlieues veulent faire corps intelligemment, les échanges se multiplient, la notion de partage devient évidente et l'histoire passionnante.

Chaque personne interrogée témoigne de l'intérêt de cette mutation, qu'elle soit directeur, designer, préfet, metteur en scène, sociologue, journaliste, berger, maire, urbaniste, conseiller de Paris, critique de cinéma, ancienne chef du service qualité de l'air, directrice d'une agence du climat, ingénieure écologue, directeur d'une association, urbaniste responsable de gares, sénatrice, « architecte de l'urgence », architecte associée pour un développement durable, théoricien, petit producteur, entrepreneur, chargé de projets urbains, agriculteur, éditeur de sentiers périurbains, romancier, jeune auteur-marcheur, urbaniste voyageur, artiste-artisan, fondateur d'un club, responsable d'un service culturel d'une université, directrice d'un espace culturel ou d'une association d'artistes dont le but est de faire vivre l'espace public, directrice d'une Mission Métropole au sein d'un grand groupe, ou cofondateur d'un cercle de réflexion.

